



## Lettre n°29 du 4 août 2017

### Au sommaire :

- **Philippe, le 1<sup>er</sup> ministre, nous appelle « à l'effort et au courage ». Il se fout de nous ! - Isabelle Ufferte**
- **Le FN à la recherche de la route du pouvoir - Yvan Lemaitre**
- **Venezuela : l'impasse du nationalisme populiste - Daniel Minvielle, Monica Casanova**

## **Philippe, le 1<sup>er</sup> ministre, nous appelle « à l'effort et au courage ». Il se fout de nous !**

« La France est dans les cordes et aucune esquivance ne nous sauvera. J'ai conscience d'appeler à l'effort et au courage » expliquait Philippe quelques jours avant l'annonce de la baisse des APL. Cette baisse de 5 euros par mois qui va toucher à partir d'octobre les 6,5 millions de personnes les plus pauvres et précaires, l'équivalent de plusieurs repas en moins pour beaucoup, illustre la brutalité et le cynisme du gouvernement. « On répond à une urgence » a asséné Castaner, porte parole du gouvernement, « il manque 150 millions d'euros dans le budget de l'Etat ». La mesure va rapporter 32,5 millions d'euros chaque mois à l'Etat, 390 millions sur une année. Face aux réactions indignées, Macron aurait traité a posteriori la décision de « connerie sans nom »... sauf que le ministre en charge du dossier, Mézard, a modérément apprécié le revirement et fait savoir que « rien ne s'est fait sans le consentement de Macron »...

Dans le même temps, le gouvernement va injecter des milliards d'euros dans les poches des plus riches et du patronat : la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) représente à lui seul un cadeau de 3 milliards dès 2018, qui s'ajoute à la baisse de l'impôt sur les sociétés qui va passer de 33,33 % aujourd'hui à 28 % l'an prochain -25 % à terme- et à l'augmentation du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) qui passe de 6 à 7% de la masse salariale. Mais Castaner l'assure : « il ne s'agit pas de cadeaux aux riches mais de financer l'économie réelle »... Cette « économie réelle » repose sur l'accaparement permanent des richesses par une poignée de parasites, l'extorsion de la plus-value créée par le travail.

Et c'est pour « libérer le travail » au plus vite, ou plus exactement l'exploitation, que Parlement et Sénat viennent de

voter à une écrasante majorité la loi habilitant le gouvernement à réformer le Code du travail par ordonnances.

Le gouvernement se donne jusqu'au 21 août pour en affiner le contenu et le présenter aux représentants syndicaux et patronaux. Il entend promulguer la loi avant la fin septembre et ne perdre aucun temps pour liquider ce qu'il peut des garanties collectives et des dispositions du code du travail qui protègent encore un tant soit peu les salariés malgré les dépeçages opérés par les gouvernements précédents.

L'ensemble des mesures prises depuis le début de l'été participent d'une même offensive contre le monde du travail et les classes populaires : le taux du Livret A maintenu en-dessous de l'inflation, l'augmentation de la fiscalité sur les carburants payée par tous ainsi que celle de la CSG qui va impacter en particulier les retraités, les budgets des collectivités locales amputés de 13 milliards d'euros supplémentaires qui seront autant de trous dans les budgets sociaux déjà impossibles à boucler, auxquels il faut ajouter les 300 millions d'euros de dotations qui avaient été attribuées pour 2017 et qui viennent d'être annulés. Et Darmanin devrait annoncer ces prochains jours le détail des 10 milliards d'euros de coupes prévues dans le budget de l'Etat pour 2018 : autant de nouvelles attaques contre les services publics, de restructurations et fermetures, de suppressions d'emplois, d'augmentation de la précarité, en plus du blocage des salaires et des remises en causes déjà annoncées pour les fonctionnaires.

### **Le « macronisme » : mobiliser « la société civile » contre le monde du travail**

Pour mener à bien l'offensive pour laquelle le grand patronat l'a sélectionné et façonné, Macron entend mobiliser

la dite société civile, c'est-à-dire celles et ceux qui, dans le pays, encadrent les travailleurs, organisent la production ou aspirent à le faire, à l'image de tous les « marcheurs » mis en appétit qui se bousculent sur les bancs de l'Assemblée, cadres, DRH, « entrepreneurs » petits et grands.

Oubliés les vieux clivages politiques, la droite et la gauche, les partis en ruine, usés par des décennies à se partager le pouvoir. L'heure est à la mobilisation de la petite et moyenne bourgeoisie contre le monde du travail pour le compte de l'oligarchie financière qui exige une intensification de l'exploitation pour maintenir les taux de profit. Macron veut aller vite, profiter du rapport de force dégradé pour la classe ouvrière... d'autant que sa « côte de popularité » dégringole.

Cette politique nécessite un renforcement de l'État fort, des moyens de répression. L'état d'urgence va ainsi glisser dans la loi, le gouvernement prétendant mettre fin à l'hypocrisie d'un régime prétendument « d'exception » qui dure depuis bientôt deux ans... Répression contre les militants, flicages, moyens de contrôle et de pression contre les classes populaires n'en seront que facilités au nom de la lutte contre le terrorisme. Le budget de l'armée sera le seul en augmentation l'an prochain. Et Macron multiplie les déclarations « autoritaires » telles celles contre les migrants, promettant de mener « une véritable politique de reconduite à la frontière » tout en prétendant empêcher les demandeurs d'asile de rejoindre la France en installant des « hotspots », gares de triages, sur le continent africain... tandis que la répression s'intensifie contre ceux qui viennent en aide aux migrants, tel Cédric Herrou dans les Alpes maritimes.

Homme des faux-semblants, des mises en scène et des coups politiques, Macron vient de s'en payer un avec la « nationalisation » temporaire des chantiers navals de St Nazaire. Il joue une partie de poker menteur avec le groupe italien, seul intéressé par la reprise, pour tenter de conserver 50 % des parts afin que l'Etat, et à travers lui la bourgeoisie française, puisse conserver une influence et des opportunités dans ce secteur. « Ni une décision de droite ni une décision de gauche. C'est une décision pour la France » a déclaré Le Maire, ministre de l'Économie... A défaut de faire trembler le repreneur italien, la décision a été saluée par quasiment toute la classe politique, jusqu'à Mélenchon se réjouissant : « Le gouvernement s'est rendu compte du désastre qui menaçait »... Comme si qui que ce soit là dedans, industriels ou Etats français, italiens et autres, avaient la moindre préoccupation des intérêts des salariés et de la population !

## Leur morale, celle du fric et des profits

Le vernis était déjà bien écaillé... La révélation, en pleins débats sur la loi de « moralisation de la vie publique », de la plus-value réalisée en 2013 par Pénicaud, a apporté un éclairage supplémentaire sur la « morale » de ces gens-là. La ministre du Travail était alors DRH du groupe Danone depuis 2008 et disposait à ce titre de stock-options lui permettant d'acquérir à tout moment des actions au cours de 2009 (alors qu'il était très bas du fait de la crise

financière). Or en février 2013, alors même que l'entreprise bat des records de chiffre d'affaire, Danone décide 900 suppressions d'emplois afin d'accroître sa rentabilité. Alors que le cours de l'action décolle, Pénicaud en achète alors plus de 55000... au prix de 2009, qu'elle revend dans la foulée à celui de 2013. Bilan de l'opération : 1,13 million d'euros de plus-value boursière.

*« Il est important de se dire que les entrepreneurs, les dirigeants, les personnes qui prennent des risques, qui vont créer de la valeur économique, et donc la possibilité d'emploi, c'est normal que, sans excès, ils gagnent de l'argent, qu'ils aient le retour de leurs investissements et de leur responsabilité »* s'est justifiée Pénicaud une fois l'affaire révélée par *l'Humanité* et alors qu'était publiée sa déclaration de revenus entre 2012 à 2014 chez Danone : 4,74 millions d'euros net.

Comme l'a déclaré Mailly, tout ça « n'est pas illégal »... Et Pénicaud, qui conduit aujourd'hui la réforme contre le code du travail a un CV du meilleur effet. Le dirigeant de FO avait d'ailleurs, lors de sa nomination au ministère du travail, tenu à louer son « bon profil, plutôt rassurant » : « C'est quelqu'un que je connais, qui a eu une grande expérience à la fois en cabinet ministériel, puisqu'elle fut au cabinet de Martine Aubry lorsqu'elle était ministre du Travail, et comme DRH de grandes entreprises, dont Danone, entreprise assez réputée sur sa dimension sociale ». Les licenciés apprécieront... Le dit « dialogue social » crée de toute évidence des liens, et Pénicaud le pratique avec un métier certain, elle qui, à la demande de Fillon, avait corédigé en 2010 avec Christian Larose, dirigeant de la CGT textile, un rapport sur « Bien-être et efficacité au travail – 10 propositions pour améliorer la santé psychologique au travail ».

Mailly a raison, rien d'illégal dans cet enrichissement, pas plus que dans celui de nombre de parasites, seulement la marche normale de l'économie capitaliste et de la lutte de classe. Licenciements et intensification de l'exploitation nourrissent les profits... tels ceux, faramineux, qu'annoncent ces jours-ci les groupes financiers et industriels, dont certains proches des records atteints en 2007 juste avant le précédent krach. Ce que le directeur financier de PSA, heureux, appelle un « niveau de profitabilité très élevé ».

## Opposition parlementaire ou politique de classe ?

Dans ce contexte, Mélenchon et son groupe n'ont guère eu de mal à se démarquer à l'Assemblée et ont occupé avec un certain talent d'orateurs leur place d'opposants tant à la loi d'habilitation qu'à celle sur la moralisation. Mais passées la dénonciation et l'indignation, leur politique révèle son impasse pour les travailleurs. Les députés FI se situent non sur un terrain de classe mais sur le terrain parlementaire et institutionnel, s'adressant « au peuple », « aux gens », « aux citoyens » et se réclamant de la République, de la France...

Adrien Quatennens en est ainsi arrivé à reprocher à Pénicaud de ne pas être maître de la politique qu'elle mène :

« Vous êtes installée dans le cockpit mais l'avion est réglé sur pilotage automatique dont les trajectoires sont définies à l'avance et avec votre soutien par Bruxelles ». La politique du gouvernement ne serait donc pas dictée par les intérêts de la bourgeoisie française ? Capitalistes de Paris et de Bruxelles ne seraient pas intimement liés de même que le sont les intérêts des travailleurs français, italiens, allemands ?

Et quand Mélenchon promet « Nous ne vous lâcherons pas un mètre de terrain. Ce qui ne se règle pas à l'amiable se règle par le rapport de force », donnant rendez-vous dans la rue le 23 septembre, plus d'une semaine après l'appel syndical, c'est pour bien marquer la distance en appelant « les citoyens » à soutenir son combat institutionnel.

## Préparer la riposte, mener la bataille politique dans nos organisations

Entre le 12 juin et le 25 juillet, les représentants des confédérations syndicales (ainsi que les représentants patronaux) ont été reçus à 6 reprises chacun par le ministère du travail, se pliant à la vaste supercherie, ce « dialogue » dans lequel Pénicaud excelle...

Berger (CFDT) s'en est au final remis à la ministre : « Mme Pénicaud est aujourd'hui à l'heure des choix. Je l'appelle à les faire en conscience, en faveur du dialogue social et pas de la dérégulation ». Même son de cloche chez Mailly (FO) sortant du bureau de Philippe : « J'ai été cash. Maintenant, c'est à lui de prendre ses responsabilités [...] Je n'exclus rien tant que je n'ai pas le texte devant les yeux »...

Et si Martinez (CGT) a appelé à la mobilisation le 12 septembre, expliquant « Ils ont décidé de casser le code du travail, qu'il y ait moins de droits pour les salariés. Il faut

que les salariés réagissent. » la CGT n'en a pas moins participé au jeu de dupes gouvernemental qui ne vise qu'à désarmer les travailleurs et les militants.

Alors oui, il est important de militer pour le 12 septembre, journée à laquelle appellent également Solidaires, certains secteurs de FO ou encore le SNUIPP et différents collectifs. Et il est nécessaire de mener la bataille politique dans nos organisations et tous les cadres militants, d'y défendre une orientation lutte de classe, appelant les travailleurs, les militants à prendre eux-mêmes leurs affaires en main.

Etre dans la dénonciation ne peut suffire. Seule une politique de classe liant la question syndicale et celle de la marche de la société, contestant le pouvoir de la bourgeoisie, peut empêcher le piège du dialogue social, de l'institutionnalisation des syndicats de se refermer, y compris sur des militants combattifs.

La bataille est politique. Il n'y a pas d'un côté la lutte contre les ordonnances et la casse du code du travail qui serait du domaine syndical et, de l'autre, une bataille contre le gouvernement et sa politique qui relèverait des partis. Il s'agit bien d'une politique globale qui doit mobiliser l'ensemble du monde du travail sur un terrain de classe.

Nous militons pour l'unité de notre camp social. Loin de l'incantation unitaire, l'unité que nous voulons construire implique la discussion, c'est une bataille politique pour l'unité des exploités-e-s, de la jeunesse, sur une base indépendante, à travers laquelle le camp des travailleurs peut reprendre confiance en lui-même, affirmer ses exigences, en rupture tant avec les illusions institutionnelles, républicaines et patriotiques qu'avec le dialogue social.

Isabelle Ufferte

## Le FN à la recherche de la route du pouvoir

Le séminaire de « refondation » du Front national, les 21 et 22 juillet, était censé répondre aux doutes provoqués par l'échec, très relatif malheureusement, de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, suivi des 14 % aux législatives. Le FN réalise en effet son meilleur score mais il est un parti comme les autres, au moins sur ce terrain de la lutte pour le pouvoir, et il regroupe autour de lui des gens qui en espèrent postes, sinécures et autres avantages...

D'où les frustrations et insatisfactions, les doutes et les difficultés de Marine Le Pen, la contestation dont elle a été l'objet. Elle semble avoir réussi à la surmonter en étant élue députée et c'est sur Philippot, le vice-président, que les critiques se sont concentrées.

Le fait que Sophie Montel, proche de ce dernier, ait été démise de sa fonction de présidente du groupe FN au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté donnait du crédit à la possibilité d'un réel conflit entre la présidente et son vice président. Qu'en est-il exactement ?

Personne n'en sait rien dans ce parti où la démocratie est une façade et où les dirigeants se livrent à des jeux de rôle bien répartis...

Philippot trouve un intérêt évident à se mettre en avant en jouant le sien. Il le joue probablement en connivence avec Le Pen répétant à qui veut l'entendre, « Il n'y a pas eu de règlements de comptes » pendant ce séminaire. Bien que ce dernier se déroulait à huis clos, Philippot a fait fuiter sa contribution dans les pages du... Figaro... Il s'y fait le fervent défenseur de la sortie de l'euro. « Des voix s'élèvent au sein de notre mouvement pour restreindre l'essentiel de nos prises de parole sur quelques sujets dits "fondamentaux", à savoir l'immigration, l'insécurité et l'islamisme. Ce serait une erreur fatale ». Le FN en tant que futur parti de gouvernement se doit d'intervenir sur tous les sujets tels que « l'école, la santé, l'écologie, la francophonie, l'université, les banlieues ou la protection animale, par exemple »... Comme Marine Le Pen, il joue sur tous les tableaux pour faire du FN un parti de gouvernement. Car, aux portes du pouvoir, c'est bien là leur

vrai problème. « *L'objectif, c'est de savoir comment on fait pour passer de 35 % à 50 % des Français* », résume un de leurs dirigeants.

Ledit séminaire n'était pas le lieu d'un débat mais celui d'une mise en scène pour surmonter les doutes, donner l'image d'un FN qui se questionne, attentif à l'opinion et ouvert, pour en faire sinon le cadre du moins l'ossature d'un parti capable de rassembler toute la droite extrême, le populisme national libéral se donnant les moyens de prendre le relais du populisme libéral de Macron pour durcir, en fonction des besoins des classes dominantes, la pression contre le monde du travail et les classes populaires, la jeunesse.

## Devenir un parti de gouvernement

Le FN a aujourd'hui bien du mal à s'imposer comme l'opposition parlementaire au gouvernement. Il n'a pas défini sa politique dans le contexte nouveau que représente la victoire de LRM. Celle-ci en effet participe d'une démarche dépassant les vieux clivages politiques que Marine Le Pen et Philippot cherchaient eux-mêmes à impulser, sur leur propre base souverainiste, à travers le mouvement « Bleu marine », la mobilisation de la dite société civile contre « l'UMPS », la droite et la gauche.

Pour le moment, c'est le flou complet. Le communiqué final à l'issue du séminaire censé rendre publiques les conclusions de ces discussions ne définit aucune politique, se contentant de reprendre des formules évasives affirmant avoir pris acte « *des inquiétudes exprimées par une partie* » des Français. Le FN proposera à ses adhérents « de nouvelles modalités et un nouveau calendrier, afin de retrouver, de manière successive et sur la durée d'un quinquennat, nos différentes souverainetés, en commençant prioritairement par la souveraineté territoriale et donc la maîtrise de nos frontières migratoires et commerciales. [...] Le recouvrement de la souveraineté monétaire clôturera ce processus ». Il laisse les portes ouvertes sans en fermer aucune...

Et Philippot lui même ne se fait guère de souci, « *il n'est toujours pas question de s'accommoder de la monnaie unique [...]. Le principe de l'opposition à l'Europe et de la sortie de l'euro est réaffirmé, avec l'idée que le "Frexit" doit s'organiser non pas en trois heures, mais sur la durée du quinquennat* ».

Les prétendues divisions sont escamotées, elles ne sont tout au plus que des nuances entre gens qui partagent les mêmes points de vue. Des nuances exprimées haut et fort pour que chacun comprenne que le FN ou un hypothétique parti de droite extrême saura s'adapter aux besoins et exigences de la bourgeoisie pour accéder au pouvoir.

## L'impossible délepenisation...

Marine Le Pen l'avait dit : « *Je veux tout changer !* » Modifier « *le fonctionnement, le nom* » du parti, « *renforcer l'implantation locale* », etc. En bref, « *dépasser le FN* » et permettre sa « *refondation* ». Et de développer : « *Nous devons organiser le mouvement pour pouvoir accueillir au-delà du FN ceux qui veulent mener le combat pour la*

*France* ». C'est là où les choses se compliquent. Les ambitions à la droite extrême se bousculent. Après une alliance au second tour de la présidentielle avec le FN, le président de Debout la France, Dupont-Aignan, veut « *dialoguer* » aussi bien avec des responsables LR comme Laurent Wauquiez et Thierry Mariani qu'avec Florian Philippot. Ce dernier partage cette volonté, « *Je suis aussi pour aller voir des gens dont on a du mal à savoir aujourd'hui où ils se situent* », en pensant « *par exemple à Laurent Wauquiez* », avant d'ajouter qu'« *avec Henri Guaino, on devrait également pouvoir parler* ». Il s'est aussi dit prêt à boire un café avec... Mélenchon...

Mais il est clair que sur la route de l'ouverture et du pouvoir, Le Pen reste un obstacle. David Rachline, le maire de Fréjus, a beau affirmer « *Le FN n'est pas un family office, je ne suis pas membre de la famille Le Pen, il n'y a pas un député, un sénateur, un membre de notre équipe au Parlement européen qui est issu de la famille de Marine* », les haines, à droite, sont tenaces et la transformation du FN en un grand parti de droite populiste et souverainiste ne pourra se faire qu'à travers une féroce lutte de pouvoir, en son sein et avec ses concurrents. Les prochaines échéances électorales, les européennes de 2019 puis les municipales, en seront le champ de bataille...

## Macron prépare les nouvelles troupes du FN...

La construction d'un tel parti n'est pas une simple affaire d'alliances ou de capacité à s'ouvrir à tous les souverainistes. Cela ne suffira pas à capter les mécontents ni à réussir à prendre le relais de Macron et de LRM afin d'encadrer et de mobiliser ne serait-ce qu'une fraction de la petite et moyenne bourgeoisie contre la classe ouvrière, au nom d'un populisme national et libéral dégagé de l'héritage Le Pen.

De ce point de vue, il y a bien débat au sein du FN. Il ne porte pas sur la question du souverainisme ou de l'euro, préjugés partagés par tous au FN. L'essentiel, ce sont bien les frontières, comme le dit le communiqué final du FN, le nationalisme, « les patriotes » et il leur sera toujours temps de voir comment gérer pratiquement, en fonction des besoins de la bourgeoisie la question de l'euro et des institutions européennes. Leur vrai débat porte sur la façon de s'adresser au milieu social qui a été attiré voire séduit par Macron et que veut gagner le FN, cette nouvelle petite et moyenne bourgeoisie qui croit défendre ses intérêts en servant ceux de l'oligarchie financière, dupe de l'idéologie libérale qu'elle véhicule. Elle peut représenter la future base sociale du parti populiste de droite extrême dont rêvent Philippot et Le Pen ou elle pourrait représenter les forces actives de ce parti suite à l'échec de Macron, quand ce dernier aurait épuisé les ressources de son double langage et de ses volte-face, en particulier ou surtout si la crise financière venait à éclater.

Et il n'est pas écrit que ces couches sociales basculent du côté de la pire réaction, cela dépendra des rapports de force, de la capacité de la classe ouvrière à leur offrir une

autre perspective démocratique contre l'oligarchie financière, le patronat et le populisme d'extrême droite tout disposé à les servir.

C'est bien là où l'on voit à quel point la politique de Mélenchon est un piège pour les travailleurs.

La défense des droits sociaux et démocratiques passe par une rupture radicale avec les préjugés nationalistes, élitistes qu'il véhicule. La lutte contre l'offensive politique souverainiste en est partie prenante. Les deux ne peuvent se mener au nom d'une nostalgie sur la prétendue démocratie de l'après-guerre et des acquis de la résistance à l'époque des guerres coloniales et de la reconstruction du capitalisme français.

Elle ne peut réussir qu'à condition qu'elle ose se situer dans une perspective démocratique et révolutionnaire de la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Le FN ainsi que la droite se préparent à poursuivre et durcir la politique engagée par Macron pour le compte du

patronat en sachant que la crise globale du capitalisme va s'approfondir. Si aujourd'hui la moyenne et petite bourgeoisie que mobilise Macron se porte plutôt bien, une nouvelle crise financière accentuera la lutte pour le partage des richesses, entraînant une radicalisation de ces couches sociales.

Rien n'est évidemment joué. Ces couches sociales ne sont pas condamnées à tomber dans les bras de l'extrême droite pas plus qu'elles ne l'étaient et ne le sont à tomber dans les bras de Macron. Les travailleurs, le mouvement ouvrier doivent, eux, se préparer à une lutte acharnée pour défendre leurs droits et s'affirmer comme la seule force capable de balayer la menace d'un nouveau populisme fasciste pour défendre la liberté, les droits sociaux et démocratiques, pour construire une autre Europe, celle de la coopération des peuples.

Yvan Lemaitre

## Venezuela : l'impasse du nationalisme populiste

Aujourd'hui 4 août, Maduro installe sa Constituante, élue dimanche dernier. Cette élection, boycottée par l'opposition, s'est déroulée dans le climat d'affrontements meurtriers quasi quotidiens auxquels le pays est en proie depuis plus de 4 mois. La journée de vote, très violente, s'est soldée par une dizaine de morts.

Cela n'a pas empêché Maduro de se féliciter, dès le soir du scrutin, d'un résultat qui aurait atteint 41,5 % des voix, un million de voix de plus que le vote organisé par la droite contre cette élection le 16 juillet. Ces chiffres sont largement exagérés, comme l'a confirmé depuis l'organisme privé chargé d'organiser le vote électronique, qui a accusé le gouvernement d'avoir annoncé des résultats mensongers. Le mode d'élection permettait par ailleurs à certains électeurs de voter deux fois, comme citoyen d'une circonscription territoriale et comme membre de certaines catégories socioprofessionnelles, choisies par le pouvoir pour lui être favorables. Quant aux personnes les plus pauvres, qui dépendent des distributions de nourriture organisées par les CLAP (Comité local d'approvisionnement et de production), elles ont été menacées d'en perdre le « bénéfice » si elles s'abstenaient...

Maduro a présenté cela comme la « *plus grande élection jamais faite depuis la révolution bolivarienne* ». Il est vrai qu'elle lui donne une chambre dans laquelle il dispose d'une quasi-unanimité et est censée lui permettre de se débarrasser du Parlement élu en 2015 où l'opposition était majoritaire. Mais ce Parlement ne semble pas décidé à céder la place et Maduro doit faire face à cette accusation de manipulation des résultats. Alors que la procureure du Ministère public annonçait l'ouverture d'une enquête pour fraude électorale, il a décidé au dernier moment de reporter l'intronisation de la Constituante, qui devait avoir lieu jeudi 3 au lendemain...

Le « déni de démocratie » que constitue cette élection a suscité les réactions indignées et pour le moins hypocrites des « démocraties » et de leur presse. Pour les USA, qui ont renouvelé leurs menaces de rétorsions économiques, Maduro est désormais un « dictateur ». L'Espagne, l'Union européenne, la France ont emboîté le pas, déclarant ne pas reconnaître cette Assemblée constituante... Certains journaux se livrent, quant à eux, aux généralisations politiques, tels *Les Echos* du 1<sup>er</sup> août qui titraient : *Venezuela : la faillite du marxisme tropical*, et s'en prenaient dans un autre article à Corbyn et Mélenchon, accusés, en quelque sorte, de vouloir acclimater le « bolivariisme » à nos contrées tempérées...

Tout ce beau monde se retrouve en fait à soutenir une « opposition » vénézuélienne dont les pratiques n'ont rien à envier au pouvoir sur le plan de la violence et des comportements antidémocratiques. Pouvoir qui lui, prétend justifier sa fuite en avant anti démocratique et répressive par la nécessité de défendre la « *révolution bolivarienne* » contre une droite et une extrême droite qui, aux ordres de l'impérialisme américain, tenteraient de la renverser.

Mais quelle a été, et quelle est aujourd'hui la réalité de cette « révolution bolivarienne » ? Comment a-t-elle pu déboucher sur la situation de crise actuelle ?

### Des mois d'escalade meurtrière

L'élection du 30 à la constituante était un pas de plus dans l'escalade, le conflit ouvert qui oppose Maduro, depuis son élection de justesse en 2013 à la succession de Chávez, à une coalition politique, la MUD, (Mesa de Unión Democrática, Plateforme d'union démocratique), regroupant une trentaine d'organisations autour de la droite et de la droite extrême.

Dès février-mars 2014, la MUD appelait à « *sortir Maduro* ». Les affrontements violents qui résultaient de cet appel faisaient 43 morts et près de 500 blessés parmi des manifestants hostiles au régime. En décembre 2015, la MUD emportait les élections législatives avec 60 % des sièges et lançait alors, selon les règles constitutionnelles, un référendum visant à destituer Maduro. Elle obtenait très rapidement le nombre de signatures d'électeurs légalement requis, mais le processus était bloqué fin octobre 2016 par la Cour Nationale Electorale aux ordres de Maduro, des fraudes ayant été « signalées » dans le recueil des signatures.

Maduro, décidé à passer outre l'opposition du Parlement, s'était attribué, la même année, les pleins pouvoirs en matière économique. Il chargeait l'armée d'organiser une chaîne de production et de distribution alimentaires pour tenter de faire face à la pire des pénuries que le pays ait connues. Il décidait d'autoriser les civils à « *contribuer au maintien de la sécurité* ». C'était appeler ses partisans à s'affronter dans la rue aux manifestants opposés au régime, encourager la constitution des bandes paramilitaires à la solde du pouvoir, les « *colectivos armados* », qui participent à la répression aux côtés de forces de l'ordre officielles. Le 7 juillet dernier, des « *colectivos* » ont occupé le Parlement, séquestrant pendant neuf heures parlementaires et employés.

La MUD n'est pas en reste. Ses propres groupes armés, les « *guarimbas* », agressent les militants chavistes et s'affrontent aux forces de police. Le 27 juin, une guarimba a jeté des grenades sur des institutions gouvernementales depuis un hélicoptère volé à la police. Et ce sont certainement des guarimberos qui ont assassiné deux candidats « maduristes » à la constituante quelques jours avant le scrutin.

C'est dire le degré de violence qui marque le conflit depuis qu'il a repris le chemin de la rue, fin mars 2017. La décision, par la Cour suprême aux ordres de Maduro de s'octroyer les pouvoirs du Parlement et de lever l'immunité des parlementaires avait alors déclenché une vague de manifestations dans tout le pays, ainsi que de protestations internationales, USA en tête. La Cour suprême revenait sur sa décision en moins de 48 heures, mais l'opposition allait désormais maintenir sa pression dans la rue, manifestation après manifestation, pour exiger une élection présidentielle anticipée et la tenue immédiate d'élections municipales et régionales. Ces dernières auraient dû avoir lieu en 2016 mais ont été reportées sine die par le gouvernement qui se sait incapable d'y obtenir la majorité.

Face à une situation qui lui échappait de plus en plus, Maduro annonçait le 1<sup>er</sup> mai sa décision de convoquer la nouvelle Assemblée constituante qui a été élue dimanche, ainsi que son mode d'élection, taillé sur mesure pour lui garantir une majorité.

C'était déclarer son intention de liquider le Parlement, une provocation qui ne pouvait qu'exacerber le conflit tout en permettant à la MUD et à ses soutiens internatio-

naux de se parer d'une nouvelle vertu, celle de la défense de la démocratie et de la constitution. Les slogans contre la Constituante ont dès lors fleuri dans les manifestations anti-Maduro, tandis que la MUD organisait le 16 juillet un référendum anti-constituante auquel auraient participé plus de 7 millions d'électeurs, un tiers du corps électoral... du moins si l'on en croit les organisateurs du scrutin, pas plus fiables que leurs adversaires.

La « victoire » électorale de Maduro ne met bien évidemment pas un terme au conflit qui l'oppose à la MUD. Cette dernière a appelé à manifester contre l'investiture de la nouvelle Assemblée. Le régime, lui, continue sa fuite en avant répressive : dès le lendemain du vote, deux dirigeants de la MUD étaient arrêtés par la police politique, signe de la menace qui pèse sur les députés de l'ancien Parlement, privés désormais de leur immunité parlementaire. Certains d'entre eux se sont, depuis, réfugiés à l'ambassade du Chili.

Soumise aux conséquences dramatiques de ce bras de fer sanglant en même temps qu'à une terrible crise économique, la grande majorité de la population vénézuélienne ne se retrouve ni dans la politique de Maduro, ni dans la fausse perspective que prétend porter la MUD. En témoignent les faibles taux de participation qui ont marqué le référendum du 16 et l'élection du 30. En témoigne également le succès très relatif des grèves appelées par la MUD ainsi que la participation relativement modérée, indépendamment du degré de violence des affrontements qu'elles ont suscités, aux manifestations anti-vote de dimanche et celles qui ont suivi. On est loin de la « *toma [prise] de Venezuela* », et même de la « *toma de Caracas* », qu'annonçait la MUD dans ses communiqués quelques jours avant le scrutin...

Sur le plan politique, les organisations d'extrême gauche vénézuéliennes dénoncent cette mascarade de Constituante, tout comme l'escalade antidémocratique et répressive à laquelle se livre le pouvoir, tout en combattant, bien sûr, la MUD. Des courants de « chavistes critiques » sont également en train de se constituer, regroupant des fidèles de Chávez qui avaient reporté leur soutien sur le gouvernement de Maduro. A l'instar de Luisa Ortega, procureure du Ministère public dont les prises de position contre la constituante lui valent une menace de destitution, ils dénoncent aujourd'hui ce qu'ils considèrent comme une trahison du « chavisme » et prônent un retour vers ce qui en constituait, selon eux, les principes.

Sauf que la situation actuelle n'est pas le produit d'un manque de principes...

## **Epuisement de la manne pétrolière et exacerbation des convoitises de la bourgeoisie**

Avec cette crise politique s'achève ce qui avait fait la nature politique particulière du régime de Chávez. Elle en révèle les mécanismes.

De fait, l'escalade répressive et antidémocratique à laquelle se livre Maduro pour tenter de maintenir son pouvoir est inversement proportionnelle à l'effritement du

soutien populaire qui avait fait la force du « chavisme ». Effritement qui est lié à la crise économique dans laquelle se trouve plongé le pays depuis la chute des cours du pétrole, d'abord en 2009, puis surtout en 2014.

Le Venezuela est considéré comme la première réserve mondiale de pétrole, de loin la principale ressource économique du pays dont elle constitue 96 % des exportations. C'est sur cette richesse et alors que les cours du pétrole étaient hauts que Chávez avait pu développer la politique qui lui avait valu le soutien des couches populaires, par toute une série de mesures de redistribution sociale d'une partie de la rente pétrolière.

L'effondrement des cours du pétrole entraînait celui de l'économie du Venezuela. Chute d'autant plus brutale que rien n'avait été fait, alors que la rente pétrolière aurait pu en donner les moyens, pour rendre le pays moins dépendant des importations de biens de consommation courante. Une partie importante de ce qui reste de cette manne passe actuellement dans le remboursement d'une dette publique démesurée, contractée par le pouvoir de Maduro... pour faire face à la raréfaction des ressources tirées du pétrole.

Aujourd'hui, la crise frappe toutes les couches sociales, hors bien sûr celles qui bénéficient du clientélisme d'Etat, de la corruption, du marché noir, du trafic de drogue qui explose, sans oublier la bourgeoisie... Les autres manquent de tout, médicaments, nourriture, gaz, et y compris essence... Le salaire minimum, de 300 € par mois en 2014, est passé à 30 aujourd'hui. L'inflation est de plus de 800 % pour l'année. Le pouvoir est incapable de poursuivre la politique de redistribution sociale mise en place par Chávez. Le système de distribution de « bolsas » alimentaires (CLAP) fonctionne très mal et est une source de clientélisme et de corruption. Des émeutes éclatent, y compris dans les quartiers pauvres jusque-là favorables au régime, qui y répond par la répression. La délinquance et les homicides explosent. Une vague d'émigration a commencé vers la Colombie.

Cette crise économique, par le désarroi et le désespoir qu'elle génère, permet à la MUD, qui a prouvé depuis longtemps qu'elle n'avait rien à envier au pouvoir en place sur le plan antidémocratique et des méthodes de gangster, de surfer sur une révolte populaire, essentiellement des classes moyennes ruinées, qui constituent le gros des manifestants anti-Maduro, avec la neutralité plus ou moins passive des habitants des bidonvilles, des *barrios*, réduits à la misère la plus noire.

Ce sont ces derniers qui, en « *descendant des collines* », avaient défendu le pouvoir de Chávez contre les tentatives de renversement dont il avait été victime en 2002-2003. Certains des plus jeunes, exaspérés, se joignent aujourd'hui aux manifestations contre le pouvoir. Ces manifestations, pacifiques ou pas, comme les émeutes et les pillages dus à la misère, sont brutalement réprimées par la police et la gendarmerie, auxquelles s'associent les « *colectivos armados* ». Les affrontements ont fait depuis mars plus de 120 morts, 2000 blessés, des milliers d'arres-

tations. Ce ne sont plus les tribunaux civils qui jugent les contestataires, mais les tribunaux militaires.

Le gouvernement prétend justifier cette répression par la nécessité de défendre la « *révolution bolivarienne* », les « *intérêts du peuple vénézuélien* » contre une droite et une extrême droite qui, aux ordres de l'impérialisme américain, tenteraient de la renverser. La MUD, soutenue dans ce sens par les USA, l'Organisation des Etats Américains (OEA) ou encore l'Union européenne, répond en dénonçant les pratiques antidémocratiques et anticonstitutionnelles du « dictateur » Maduro...

Mais derrière la MUD se trouvent les couches dirigeantes qui s'accaparaient sans partage la rente pétrolière et les autres richesses du pays avant l'accession de Chávez au pouvoir et tentent, depuis, par tous les moyens, de retrouver leur hégémonie économique et politique.

Par ailleurs, Chávez n'avait pas consacré la totalité de la rente à améliorer le sort du peuple... Une bonne partie a servi, de façon opaque, à alimenter le clientélisme du pouvoir « bolivarien », conduisant au développement d'une nouvelle bourgeoisie, marchande et financière, la « *boliburguesia* », « bourgeoisie bolivarienne », intimement liée à une armée qui a pris une place de plus en plus importante dans le système économique, créant sa propre banque en 2013. Maduro a poursuivi dans le même sens : un ministre sur trois de son gouvernement est un officier. Ce sont les intérêts de ces couches sociales que représente aujourd'hui le pouvoir.

Ce qui se joue actuellement, sur fond de crise économique et sociale profonde, c'est la lutte entre ces diverses catégories des classes dominantes vénézuéliennes pour l'accaparement de la rente pétrolière, à laquelle il faut aujourd'hui ajouter les perspectives alléchantes créées par la décision de Maduro d'ouvrir à l'exploitation minière une vaste zone de la région de l'Orénoque au mépris total des populations autochtones et des conséquences sur l'environnement.

Les classes populaires, réduites à la misère par la crise, sont, elles, les principales victimes de la violence qui résulte de cet affrontement. C'est la fin, pour elles, de ce qui avait réellement constitué, du temps de Chávez, une éclaircie dans leurs conditions de vie, la fin de la « révolution bolivarienne ».

## **La « révolution bolivarienne », une politique nationaliste et populiste**

Le début du régime de Chávez est marqué, comme sa fin, par une crise liée au pétrole. A la fin des années 1980, les cours du pétrole avaient connu une forte baisse, entraînant, comme maintenant, un recul économique profond. La crise sociale larvée qui en avait résulté avait éclaté au grand jour en février 1989. Ne pouvant plus se payer les produits nécessaires à la simple survie, les pauvres étaient « *descendus des collines* », saccageant et pillant les magasins. L'émeute, le « *Caracazo* », s'était répandue dans tout le pays, bien au-delà de Caracas. Le gouvernement socia-

liste y répondit en décrétant l'état de siège. La répression faisait jusqu'à 3 000 morts.

Cette émeute avait été précédée par des mouvements d'organisation dans les quartiers populaires pour tenter d'apporter collectivement des réponses à l'incurie gouvernementale, comme pour s'opposer à la pénétration, avec la complicité de la police, du trafic de drogue. Ce phénomène eut aussi son expression dans les milieux universitaires et y compris militaires, surtout chez de jeunes officiers. C'est dans le cadre de cette effervescence populaire qu'était né, en 1982, le « Mouvement bolivarien révolutionnaire », MBR, de Chávez.

Le pouvoir politique du pays alternait depuis des décennies entre dictatures militaires et phases « démocratiques » où droite et gauche se succédaient et collaboraient au maintien des intérêts des classes dirigeantes, liées pour une bonne part au pétrole, mais aussi à une propriété foncière extrêmement inégalitaire. Le « Caracazo » était le signe qu'une période était en train de se clore. En février 1992, le MBR tentait un coup d'Etat, dont l'échec menait Chávez en prison. Libéré deux ans plus tard, il poursuivait ses campagnes d'opposition aux partis traditionnels et emportait l'élection présidentielle de 1999.

Cette élection était portée par le climat d'agitation populaire qui régnait depuis une décennie. Elle allait en même temps lui offrir un exutoire.

Chávez avait gagné le soutien des couches les plus populaires par son engagement, ses discours contre les anciens partis politiques. Il poursuivait dans ce sens avec l'organisation, dès son élection, d'un processus constituant auquel était appelé à participer le peuple vénézuélien. C'était donner à ce peuple le sentiment que désormais, sa parole comptait, que cette Constitution, le pouvoir qu'elle sous-tendait, était le sien, que Chávez était « son » représentant. A ces mesures politiques, Chávez associait diverses mesures sociales destinées à améliorer les conditions de vie des plus pauvres, tandis que se développaient, avec le soutien de l'Etat, diverses organisations populaires, assemblées de quartier, et des « missions » pour soutenir les plus démunis. Un début de réforme agraire allait lui donner le soutien des petits paysans des campagnes.

Cette politique s'est heurtée dès le départ aux couches sociales dirigeantes qui n'entendaient pas laisser échapper une partie des richesses qu'elles s'accaparaient jusqu'alors sans partage. En 2002, un putsch militaire, organisé avec le soutien politique des USA, chassait Chávez du pouvoir. Mais la population, les « barrios », descendaient dans la rue, contraignant les putschistes à reculer. Et c'est encore l'intervention directe de la population qui faisait échec au lock-out pétrolier organisé durant l'hiver 2002-2003 par le syndicat anti-chaviste des travailleurs du pétrole, main dans la main avec le syndicat patronal.

Le soutien que l'opposition politique recevait des Etats-Unis et des « démocraties » conduisait Chávez à se rapprocher de Cuba, mettant en scène son amitié avec Fidel Castro, fournissant à l'île du pétrole à prix cassé en échange de milliers de médecins cubains. Chávez développait

une politique et un discours anti-impérialiste et pro latino-américain, associé à un discours nationaliste, créant une structure de coopération avec des régimes « amis » (Cuba, Bolivie, Équateur...), l'ALBA, Alliance bolivarienne pour les Amériques. Il reprenait en cela, du moins en parole, un des objectifs du « bolivarianisme » des origines, du nom de Simón Bolívar, héros des mouvements d'indépendance qui ont chassé l'Espagne de ses colonies d'Amérique du Sud au début du 19<sup>ème</sup> siècle pour la remplacer par le pouvoir des colons locaux.

Sur le plan du discours politique, la « révolution bolivarienne » donnait naissance au « socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle », reposant, selon ses dires, sur une « démocratie participative et protagoniste, multiethnique et pluriculturelle ». En réalité, le pouvoir était entre les mains de Chávez qui gouvernait en chef incontesté et incontestable, de façon plébiscitaire. Lorsqu'il avait créé, en 2007, le PSUV (Parti socialiste unitaire du Venezuela) qu'il a présidé jusqu'à sa mort, il s'était très vite débarrassé de son opposition d'extrême gauche, Marea socialista. Et il n'hésitait pas, intérêts pétroliers obligent, à soutenir inconditionnellement ses alliés de l'OPEP, de l'Irak de Saddam Hussein à l'Iran de Ahmadinejad en passant par la Libye de Kadhafi, la Russie de Poutine et la Syrie d'El-Assad.

Maduro a hérité du pouvoir « bolivarien » au moment même où disparaissaient, avec l'effondrement des prix du pétrole, les bases matérielles qui avaient permis à la politique populiste du pouvoir de se concrétiser, d'améliorer le sort de la population la plus pauvre et de maintenir une relative paix sociale dans un pays qui était au bord de la guerre civile à l'arrivée de Chávez au pouvoir. 18 ans plus tard, le pays semble se retrouver au bord d'une nouvelle guerre civile et il est bien difficile de dire quelle sera l'issue de cette situation.

## **Contre révolution réactionnaire, « épuisement d'un modèle » ou fin d'un mythe ?**

Dans toute une partie de la gauche dite « radicale », Chávez et la « révolution bolivarienne », le prétendu « socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle » qu'il aurait instauré, ont été érigés au rang de « modèle », une nouvelle voie vers le socialisme en Amérique Latine qu'auraient suivie Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Équateur... Modèle que certains défendent encore inconditionnellement, soutenant Maduro contre ce qu'ils considèrent être une contre révolution dirigée par les Etats-Unis. Modèle qui, pour d'autres, s'épuiserait aujourd'hui sous les coups d'une conjoncture défavorable, du fait « d'erreurs » et « dérives » du pouvoir bolivarien qui n'aurait pas su profiter de la rente pétrolière lorsqu'elle était au plus haut pour diversifier l'économie locale, rendre le pays plus autonome vis-à-vis des importations pour faire face aujourd'hui à la crise. Du fait aussi d'une dérive autoritariste et répressive de Maduro, qui n'aurait pas l'aura nécessaire pour poursuivre l'œuvre de Chávez...

La réalité est tout autre. Chávez a su profiter d'une conjoncture économique favorable pour mener une po-



litique qui lui permettait d'asseoir sa légitimité auprès du peuple vénézuélien en redistribuant une part de la rente pétrolière tout en résistant aux pressions des impérialismes et de l'opposition bourgeoise interne. Il a pu trouver, sur cette base, de nombreux soutiens, susciter des espoirs bien au-delà du peuple vénézuélien et même de l'Amérique Latine.

Ce n'est pas sa mort qui a mis fin à cet équilibre bonapartiste, mais bien l'effondrement du cours du pétrole, et avec lui les bases matérielles du « bolivarisme ». La magie du chavisme disparue, reviennent sur le devant de la scène les affrontements pour le pouvoir qui ont marqué depuis des décennies l'histoire du pays, et n'ont en réalité jamais cessé, affrontements entre fractions de la bourgeoisie pour s'approprier les richesses, sur fond de guerre de classe.

Il semble malheureusement bien peu probable que la solution à la crise puisse venir d'un « *sursaut populaire* », d'une intervention consciente des travailleurs du Ve-

nezuela pour prendre en main, réellement, leur propre sort. On ne peut par contre pas écarter l'hypothèse que ce soit l'armée, solidement installée au cœur du pouvoir politique et économique par Chávez et Maduro, qui impose en fin de compte une « solution », un accord entre cette « bourgeoisie bolivarienne » dont elle constitue une bonne partie et la fraction de la bourgeoisie qui est derrière la MUD. Sur le dos, bien sûr, de la population, et au prix, peut-être, du limogeage de Maduro...

Quoi qu'il en soit, le drame que vit le peuple du Venezuela illustre à quel point le nationalisme populiste est incapable d'apporter la moindre amélioration durable à la condition des plus démunis, à quel point il les laisse lorsqu'il s'effondre, totalement désarmés face à la réaction qui lui succède. Il n'y a pas de raccourci dans la révolution, pas d'homme miracle. Au Venezuela comme partout, l'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

*Daniel Minvielle, Mónica Casanova*